

Pascal Marchand, Yann Calbérac  
12 octobre 2005

Café de La Cloche, 12 octobre 2005

## **La Baltique : vodka et mafia, réseaux et frontières**

C'est devant un public renouvelé - le changement de lieu n'y est sans doute pas anodin - que l'on évoque ce soir la mer Baltique, assez peu traitée en géographie. Pourtant, c'est une région en profonde recomposition dont les enjeux géopolitiques actuels interrogent la chute de l'URSS autant que l'apparition de nouveaux acteurs dans la région comme l'Union Européenne ou les Etats-Unis. L'élargissement de l'Union européenne et le déplacement de sa frontière vers l'est, le modèle de développement des pays scandinaves ou l'essor récent des Etats baltes sont en effet autant de conséquences des profondes recompositions observées dans cette région. Pascal Marchand, Professeur à l'Université Lyon 2, nous aide ce soir à y voir plus clair.

Pascal Marchand se concentrera essentiellement sur les trois pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) dont les positions varient en fonction des points de vue adoptés. Ainsi, vue de Bruxelles, ces Etats sont une marge, alors que de Moscou, ils sont considérés comme la périphérie immédiate du centre de l'immense Russie où l'élargissement européen est donc mal perçu.

### **L'histoire des pays baltes**

Il ne faut pas faire d'amalgame entre ces trois Etats : chacun revendique son identité, toujours très ancienne. Dès le XIIe siècle, les premiers comptoirs hanséatiques sont fondés à Tallin ou Riga. Dans le même temps, en pleine période de christianisation, les Chevaliers teutoniques mènent une croisade dans la Baltique contre les hérétiques orthodoxes auprès desquels ils entreprennent des opérations de conversion. C'est l'épisode dans lequel s'illustre Alexandre Nevski qui défend Novgorod contre les Chevaliers teutoniques, et qui fournira à Eisenstein un sujet historique lui permettant d'appeler à la défense de la patrie contre les menaces germaniques venues de l'Ouest. Durant ces croisades, l'ordre teutonique installe les structures occidentales qui vont durablement marquer l'organisation de la région, notamment les fiefs et la religion.



**Pascal Marchand au Café de La Cloche**

Photo : Cécile Michoudet

Les Chevaliers teutoniques peinent à affronter les Lituanien qui s'unissent contre eux. Un royaume russo-lituanien prend forme pour se protéger à la fois des assauts des Chevaliers et des incursions des Tatars. En 1386, le roi Jagellon se marie avec la fille du roi de Pologne : le royaume russo-lituanien orthodoxe se tourne vers la catholique Pologne et se convertit pour former le royaume polono-lituanien, l'un des plus gros d'Europe à cette époque. Au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècles, la Lituanie, catholicisée, est mise en valeur par une aristocratie polonaise qui refuse tout développement. A l'inverse, en Estonie et en Lettonie les villes allemandes se développent et les populations paysannes sont sous le contrôle des nobles germano-baltes.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la guerre entre la Russie et la Pologne se solde par l'intégration de la Pologne (et donc de la Lituanie) à la Russie. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la Russie contrôle toute la région. La Première guerre mondiale aboutit en 1920 à l'indépendance des Etats baltes qui entrent alors dans une période de dictature. A l'issue de la Seconde guerre mondiale, l'URSS annexe les Etats Baltes « à leur demande ». Gorbatchev, en ouvrant la voie de la perestroïka, accélère l'indépendance des pays baltes qui intervient finalement en 1991. En 2004, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie entrent dans l'Union Européenne.

### **Les problèmes actuels des Etats baltes**

Le **peuplement** de la région reste très particulier. La Lituanie n'a pas connu de colonisation russe et les populations russophones ne constituent que 9 à 10% de la population ; à l'inverse, on en compte 35% en Estonie et 42% en Lettonie. Dans ces Etats, les russophones sont considérés comme des apatrides et posent le problème de la concordance entre citoyenneté et nationalité. L'Union Européenne, à partir du moment où a démarré le processus d'intégration, pousse les Etats à définir un statut juridique spécifique pour ces populations, celui de non-citoyen. Cette question s'atténue progressivement. On compte par exemple près de 430 000 non-citoyens en Lettonie (soit 21% de la population totale).

Quelles **frontières** pour ce territoire ? Cette région est une ancienne porte d'entrée de la Russie ce qui explique l'intensité de l'activité portuaire dans la région ; déjà durant la période

socialiste les infrastructures étaient très développées. L'indépendance des Etats baltes pose problème à la Russie, contrainte d'utiliser des ports qui ne sont plus sur son territoire. Dès 1993, des projets russes visent à développer des infrastructures portuaires autour de St-Petersbourg. En 2001, Wladimir Poutine inaugure un premier terminal pétrolier russe sur la Baltique ainsi qu'un terminal charbonnier ; ils concurrencent directement les ports baltes. Un nouveau port pétrolier est inauguré en 2003 et un autre est en construction. L'augmentation du trafic du port de St-Petersbourg est considérable : on passe de 19 millions de tonnes en 2000 à 43 millions en 2003 ! La volonté russe de développer la région est manifeste : les autorités veulent en faire un véritable Rotterdam sur la Baltique au détriment de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie. Dans le même temps, l'Union Européenne souhaite développer des axes structurants Nord-Sud et réorganiser les voies de communication terrestre, ce qui mettrait la Russie à l'écart de ces nouveaux réseaux.

La région est caractérisée par des **revendications territoriales** anciennes. En 1992, la Lettonie et l'Estonie réclament à la Russie des territoires annexés dès 1920 et qui ne font pas partie des Etats baltes indépendants qui apparaissent sur la carte en 1991. L'intégration européenne exige comme préalable indispensable la reconnaissance des frontières et le règlement de cette question territoriale. L'Union Européenne parvient ainsi à faire signer des traités de reconnaissance en 1998 et 1999 mais ils n'ont jamais été ratifiés. Les Lettons veulent rajouter au texte un préambule précisant qu'il s'agit d'un *statu quo* territorial et en aucun cas d'une reconnaissance juridique ; la situation est bloquée. L'Estonie a signé en 2005 un nouveau traité de paix qui reconnaît les frontières, mais ce traité n'est pas encore ratifié car l'Estonie réclame elle aussi un préambule pour rappeler l'annexion illégale de 1945, ce qui ouvrirait droit à des réparations. A ce sujet, la Lituanie ne réclame pas moins de 20 milliards de dollars en guise de tribut ! L'Estonie et la Lettonie réfléchissent à exiger des compensations. La Russie n'a pas l'intention de payer ces sommes et Bruxelles est incapable de faire avancer la situation. La présidente lettone a ravivé les tensions en déclarant que l'assujettissement des Pays d'Europe Centrale et Orientale à la Russie était illégal, car c'est la conséquence du Pacte germano-soviétique !

**L'exclave russe de Kaliningrad** pose également problème : la continuité du territoire russe n'est pas assurée et l'accès à Kaliningrad est commandée par la Lituanie. Récemment, le président du Parlement Lituanien a dénoncé le statut de l'exclave, qui n'est pas légalement fixé. A ses yeux, Kaliningrad constitue le quatrième Etat balte ! Ces problèmes juridiques et politiques ne sont pas encore résolus et prennent de l'importance dans les milieux intellectuels. L'Europe est elle aussi gênée par le problème de Kaliningrad et les trafics qui s'y déploient. C'est l'une des régions les plus pauvres d'Europe mais l'une des plus équipées en automobile (même plus qu'à Moscou) : 200 000 voitures sont vendues dans une région de 900 000 habitants ! De quoi suspecter quelques filières informelles et illégales dans cette zone franche. On observe des trafics à toutes les échelles, du trafic d'ambre à celui des cigarettes ou de l'alcool, effectué par de vieilles dames qui passent régulièrement la frontière avec la Lituanie. Bruxelles s'inquiète de cette situation et commande des études pour évaluer l'importance de ces trafics ; en vain : la situation reste assez peu connue. Pour les Américains, Kaliningrad constitue une sorte de « trou noir », selon la formule de Zbigniew Brzezinski. Ces études sont exagérées ; de plus, les trafics concernent d'ailleurs tous les Etats baltes eux-mêmes, sans qu'on le reconnaisse. Ainsi, le touriste est surpris par l'abondance de banques (toutes désertes) à Riga !

Comment régler la question de Kaliningrad ? L'Union Européenne refuse d'ouvrir les frontières et entend maintenir un strict contrôle, ce qui gêne les relations entre la Russie et son

exclave. Aujourd'hui, il faut des documents administratifs pour faciliter le transit ; c'est d'autant plus paradoxal que Kaliningrad est bien reliée au reste de l'Union Européenne.

### **Des problèmes persistant entre la Russie et les Etats baltes**

Dans cette région, le jeu est complexe et de nombreux Etats (comme les Etats-Unis ou l'Union Européenne) interviennent. L'ouvrage de Zbigniew Brzezinski *Le grand échiquier* fournit d'ailleurs des analyses de premier ordre et qui définissent *une* politique américaine parmi d'autres dans la région. Le but des Etats-Unis est d'aider la Russie afin d'éviter que le pays ne sombre et entraîne des troubles dans toute l'Eurasie. Aider la Russie consiste à lui faire admettre la pluralité géopolitique à ses marges et donc à faire entrer les Etats baltes, l'Ukraine et le Caucase dans l'Union Européenne et l'OTAN ; cela marque donc la fin de l'empire russe. Ainsi, la Russie se tournera vers l'Europe. Pour les Etats-Unis, il est donc crucial de faire entrer les PECO dans l'Union Européenne ; à court terme, il faut faire entrer des Etats pro-américains dans le Conseil Européen afin d'influencer les décisions prises ; à long terme, en favorisant ces intégrations, on évite ainsi toute intégration politique européenne !

Ces éléments permettent de comprendre la grande complexité de la donne géopolitique dans cette région du monde.

### **Débat**

**Pascal Orcier (auteur de [La Lettonie en Europe](#) et fin connaisseur de ce pays dans lequel il a résidé deux ans) apporte quelques compléments :**

- Les non-citoyens ne sont pas apatrides. Ils disposent d'un passeport noir (avec l'inscription *alien*), ne jouissent d'aucun droit politique et ne peuvent circuler librement. Cette discrimination est durement ressentie par les populations concernées.
- Le terme *russophone*, même s'il est commode, est ambigu : en Lettonie, tous sont russophones, sauf les jeunes et la Présidente, comme elle le clame fièrement ! Il s'agit d'un héritage historique et culturel.
- Les territoires annexés par la Russie ont posé problème en 1920. Ils ont alors été attribués à la Lettonie en raison de la présence d'un carrefour ferroviaire. Ces districts, assez pauvres, ont été rattachés à l'URSS en 1945.
- Aujourd'hui, le problème identitaire, cultivé par nostalgie, est réel. Ainsi, les populations russes non-citoyennes n'ont aucun contact avec la Russie d'aujourd'hui. Ils revendiquent donc une nationalité soviétique. De même, Kaliningrad se cherche aussi une identité qui n'est plus soviétique et qui n'a rien à voir avec la Russie actuelle.

**Pascal Marchand** revient sur le terme de *russophone* : c'est la pratique répandue des chercheurs qui travaillent sur cette région pour désigner les Russes, les Ukrainiens et les Biélorusses ; cela correspond surtout à une réalité observée : dans tous les pays où ils sont minoritaires, les Slaves font bloc commun et affirment leurs spécificités et leur identité culturelle. La question linguistique pose aussi le problème de l'acquisition des langues baltes, très complexes, nécessaire pour l'emploi dans la fonction publique.

**Jacques Défossé s'interroge sur le rôle des pays scandinaves dans ce jeu géopolitique ?**

Les pays de Scandinavie ont de la sympathie à l'égard de ces Etats mais font preuve d'amateurisme diplomatique. Ils privilégient certaines relations bilatérales (comme entre la Finlande et l'Estonie, la Suède et la Lettonie, ou Danemark et la Lituanie) au détriment d'une coopération régionale. La multiplication des acteurs complique la donne : on ne sait plus qui

fait quoi dans la région. D'un côté, il existe des relations bilatérales plus ou moins coordonnées ainsi que les politiques menées par l'Union Européenne et les Etats-Unis ; en face, il n'y a que la Russie. Il n'y a aucune coordination et pas de concertation entre les deux côtés de la frontière.

### **Quel est l'impact de l'affaire Ioukos dans l'espace baltique ?**

Pour **Pascal Marchand**, il ne s'agit que d'un règlement de compte entre un chef mafieux et le gouvernement. Il n'y a pas vraiment d'implication. Selon **Pascal Orcier**, ces événements confirment la méfiance des Baltes à l'égard de la Russie, de son modèle de développement et de ses investissements, pourtant massifs, dans la région.

### **Jacques Défossé souligne que la Russie contrôle toujours la région, non plus territorialement comme au temps de l'URSS mais grâce aux investissements massifs. Est-ce un progrès ?**

C'est une vision post-moderne ; ce qui intéresse les capitalistes, c'est l'argent, plus que les formes traditionnelles de contrôle territorial !

### **Jacques Défossé revient sur la Scandinavie qui s'est construite une identité supranationale qui a abouti à des politiques de coopération ; la nouvelle donne géopolitique interroge les identités baltiques, à toutes les échelles : est-ce que les Etats baltes ont des projets de construction supranationale ?**

C'est l'OTAN et non pas les Etats baltes qui ont les cartes en main. Pour le moment, la question identitaire reste au même point et n'aboutit pas à des coopérations renforcées. Il existe bien une Association des Etats riverains de la Baltique (1992) mais elle se concentre sur les questions d'environnement ou de coopération universitaire.

### **Peut-on toujours parler du rôle de l'Union Européenne si elle découvre les problèmes et n'a aucune autorité pour les résoudre ? Pourquoi avoir fait rentrer ces pays dans l'UE ?**

Ce sont les Etats-Unis qui ont fait rentrer les Etats baltes dans l'Union Européenne et dans l'OTAN. L'Union Européenne a entériné des décisions prises à Washington.

### **Jacques Défossé souligne toutefois l'ampleur et la force de la transition : L'intégration a quand même permis un développement économique de la région et sa stabilisation géopolitique.**

Peut-on parler de stabilisation géopolitique quand il s'agit d'exciter les Russes ? C'est une question géopolitique complexe qui reste ouverte...

### **Olivier Deslondes revient sur la doctrine Brzezinski : vaut-elle également pour la Turquie ?**

En effet, les Etats-Unis cherchent à faire rentrer la Turquie puis le Caucase et l'Azerbaïdjan dans l'Union Européenne pour stabiliser les marges de la Russie tout en freinant durablement l'intégration politique de l'Union Européenne. Là encore, la doctrine Brzezinski est une parmi d'autres...

### **Et la vodka dans tout ça ?**

C'est le seul moyen de mettre tout le monde d'accord !

Compte rendu : Yann Calbérac (relu et amendé par Pascal Marchand)

Photo : Cécile Michoudet

© Les Cafés Géographiques - [cafe-geo.net](http://cafe-geo.net)